

"Dorunner ass näischt ze aenneren"

"20.522.169 Euro" - diese beträchtliche Summe gibt der luxemburgische Staat und somit der Steuerzahler für die im Budget unter der Sektion "00.7 - Cultes" laufenden Aktivitäten aus. Dass fast 90 Prozent dieses Geldes Gehälter für die verschiedenen Religionsgemeinschaften - also allen voran für die katholische - darstellen ist an sich schon eine Ungerechtigkeit. Denn nicht jeder Einwohner des Marienlandes nimmt deren Dienste in Anspruch. Hinzu kommt auch, dass in Zeiten, in denen "der Gürtel enger geschnallt" werden soll, die prinzipielle Frage nach dem Sinn einer solchen Förderung gestellt werden kann. Dies hat der unabhängige ehemalige ADR-Abgeordnete Aly Jaerling mit einer Question Parlementaire getan. Die Antwort von Kultusminister Biltgen ließ nicht lange auf sich warten. Auf die Frage, ob diese Ausgaben nicht überdacht werden sollen, erhält Jaerling ein freundliches, aber bestimmtes "Niet" vom Minister. Daran sei nichts zu ändern, die Konventionen mit den Kirchen seien unterschrieben und diese abzubauen käme einem Verfassungsbruch gleich. Schade, dass der Abgeordnete es verpasste, nach der oft unverhältnismässigen Höhe der Gehälter der luxemburgischen Geistlichen zu fragen ...

Pünktlich, aber hoch verschuldet

Von den 424 Millionen Euro, die in die Kassen der Luxemburger Eisenbahngesellschaft 2005 flossen, stammen etwa 281 Millionen aus dem Staatssäckel. Rund 111 Millionen davon steuert der Staat für die Betriebskosten des öffentlichen Nahverkehrs bei, 170 Millionen bezahlt der Fonds du Rail für Unterhalt und Instandsetzung der Eisenbahninfrastruktur. Weniger als ein Drittel des Umsatzes stammen demnach aus dem operativen Geschäft. Trotzdem wird die Eisenbahngesellschaft wie ein privatwirtschaftliches Unternehmen behandelt und legt entsprechend jedes Jahr eine Bilanz vor. 2005 weist diese einen Verlust von 2,19 Millionen Euro auf (2004: 0,28 Millionen Euro). Die hohen Investitionen, die immerhin zu einem Ansteigen des Fahrgastaufkommens um drei Prozent führten, fordern ihren Tribut: Mit 12,3 Millionen Zinskosten zahlt die Eisenbahngesellschaft fast genauso viel Geld an ihre Finanziers, wie sie allein durch den Verkauf von Fahrscheinen im nationalen Verkehr einnimmt. Und die Verschuldung steigt weiter an - die CFL stehen netto mit etwa 260 Millionen Euro bei Dritten in der Kreide (2004: 200 Millionen Euro). Ob sich die qualitativen Verbesserungen - 2005 konnten 95 Prozent der Züge pünktlich abgefertigt werden - und die steigenden Nutzerzahlen privatwirtschaftlich jemals rechnen werden, ist zweifelhaft.

Agrarreform: Für Piwitsch und Prämie

Für ein Miteinander von Landwirtschaft und Naturschutz treten neun Naturschutzorganisationen im Vorfeld der Umsetzung der EU-Verordnung über die Entwicklung des ländlichen Raums ein. Die ab 2007 geltenden Bestimmungen stellen das bestehende Förderinstrument der Landschaftspflegeprämie in Frage. Diese Prämie habe sowieso falsche Akzente gesetzt, bemerken die Organisationen, und typische Offenlandarten wie der Kiebitz (lux: Piwitsch) seien weiterhin stark gefährdet. Pragmatisch schlagen sie vor, die Prämie umzuwandeln in einen gezielten Mechanismus, der ökologische Landschaftselemente erhält und fördert. Ansonsten drohen diese Fördergelder der Landwirtschaft verloren zu gehen, weil sie gegen die EU-Regeln verstoßen. Visionär sind dagegen die Vorschläge der Grünen: Der Versuch, Landwirtschaft und Umwelt in Einklang zu bringen, müsse sich am Leitbild des biologischen Landbaus orientieren. Der luxemburgische Agrarsektor könne langfristig nur überleben, wenn er neben der Lebensmittelproduktion neue gesellschaftliche Aufgaben übernehme. Gemeint sind Tätigkeiten wie die des Landschaftsgärtners oder des Energiewirts, der Biogas und Biomasse produziert. Auch pädagogische, touristische oder therapeutische Dienstleistungen könnten von Landwirten übernommen werden.

"Au Togo, le clan des Gnassingbé contrôle tout, même le foot. Ils essaient de récupérer l'enthousiasme suscité par la participation à la coupe du monde", explique Sena Afeto. "Mais les gens ne sont pas dupes."

(photo: Christian Mosar)

FOOT ET POLITIQUE

"Le foot, ça nous permet de respirer."

**woxx:** *Que représente le football pour vous?*

**Sena Afeto:** C'est un moyen d'être ensemble, un moment de convivialité et de plaisir. Et aussi l'occasion de laisser de côté, le temps d'un match, les vicissitudes de la vie. J'ai pratiqué le foot moi-même quand j'étais étudiant au Togo. Après mon arrivée au Luxembourg, j'ai joué pendant quelques mois à Bascharage. Mais ma situation de demandeur d'asile ne m'a pas permis d'obtenir une licence. Le foot, c'est mon sport préféré, pour jouer et pour regarder aussi.

**Justement, vous allez pouvoir suivre les matchs du Togo en coupe du monde.**

C'est historique, un résultat au-delà de nos espérances. Pendant la phase éliminatoire, chaque victoire a été une grande fête populaire. Quand on connaît la situation au Togo, ce n'est pas peu de chose. Cela a été la seule fois où le peuple a pu respirer, où les gens sont sortis librement dans la rue, sans peur. Plus notable encore, le jaune, la couleur de l'équipe nationale, est aussi celle du parti d'opposition le plus combattu par le parti du président. Mais dans cette joie, il était devenu la couleur nationale ... même les policiers arboraient le jaune.

**Néanmoins cette qualification est instrumentalisée par le régime.**

Au Togo, tout est récupéré par le régime. Prenez Mama Togo, qui anime les musiques et les danses des supporters. Il y a quelques années, on lui reprochait de perturber les joueurs. Et voilà qu'elle vient d'être décorée par le président togolais Faure Gnassingbé. La qualification, c'est la belle affaire pour le clan présidentiel. Quel est le nom du ministre de la défense? Gnassingbé. Le président de la fédération de handball? Pareil. Fédération de football? Encore

un Gnassingbé. Pire: ce sont tous des fils de l'ancien président Eyadéma. Les conséquences sont désastreuses.

**En quel sens?**

Rock Gnassingbé, à la tête de la fédération de football depuis plusieurs années, n'a jamais fait de bilan financier. Aujourd'hui, à quelques jours du premier match, l'équipe nationale est en crise à cause des primes demandées par les joueurs. Or, ce qu'ils demandent n'a rien d'extraordinaire. Il aurait suffi de prendre la subvention de la Fifa, que le Togo a reçu comme les autres équipes qualifiées. D'ailleurs, on ne sait pas ce que la fédération va faire de cet argent. En attendant, le régime fait de la récupération politique. Pour moi, cette qualification, on ne la doit à aucun parti politique, à aucune autorité togolaise. C'est juste la ferveur et le patriotisme des joueurs et du public.

**Parlons politique. Après les élections présidentielles manipulées de 2005, il y a actuellement des négociations entre le gouvernement et les partis d'opposition. Vous qui avez fui votre pays pour des raisons politiques, qu'en attendez-vous?**

Je ne suis pas très optimiste. Par le passé, on a signé de beaux engagements, mais aucun n'a jamais été appliqué. Je pense que pour résoudre le problème du Togo, il faut utiliser les moyens

adéquats. Il faut faire face au régime, pas collaborer avec lui. L'opposition n'est pas unie. On veut s'approprier la chaise présidentielle, avant d'en avoir délogé l'actuel occupant.

**Est-ce que les joueurs de l'équipe nationale qui vivent à l'étranger s'engagent politiquement?**

Il y en a qui ont pris position en matière de football, mais pas par rapport au régime politique. La fédération de football est contrôlée par le clan présidentiel. Si un joueur se mettait à parler, au minimum il ne reviendrait plus en sélection nationale. Au pire, il ne pourrait plus revenir au pays voir sa famille. Le régime veut que les joueurs soient neutres, qu'ils apportent la joie au peuple, point à la ligne.

**En acceptant cela, ils renforcent le régime en place.**

Pas vraiment. Les gens ne sont pas dupes. Quand le Togo gagne, le clan présidentiel s'en attribue le mérite, mais personne ne les écoute.

**Pourtant, dans la mesure où la population se passionne pour la coupe du monde, elle pense moins aux problèmes économiques et politiques du pays.**

Il ne se passe pas un seul jour sans que je ne pense au drame que vit mon pays. Le foot, ça nous permet de respirer. La joie que nous procure l'équipe natio-



nale nous aide à laisser derrière, pour quelques heures, la dure réalité que nous vivons tout le temps.

**Le foot est-il une version moderne d'opium du peuple?**

Au Togo nous sommes dans une situation de pauvreté extrême et dans une situation politique insoutenable. Le foot estompe les problèmes de tous les jours, mais ça ne nous fait pas oublier la politique. Ça nous procure plus de bien que de mal.

**Qu'est ce qui vous ferait plaisir? En 2002, le Sénégal a battu la France, sorte de revanche des colonisés sur les colonisateurs. Le Togo fera-t-il aussi bien?**

Que le Togo se retrouve dans la poule de la France ne facilite pas notre parcours. Mais beaucoup d'amis africains, pas seulement togolais, m'ont dit: battez la France et rentrez au pays, ce sera déjà mission accomplie. C'est une occasion de se moquer un peu de l'ex-colonisateur, de montrer qu'on est capable de l'égaliser. Mais ce n'est pas un sentiment très profond. De toute façon, ce sera notre troisième match, et la France a l'avantage de l'expérience. Mon pronostic est plutôt un match nul.

**L'interview a été menée le 9 juin par Raymond Klein.**

Post-scriptum

Avec le blocage autour de la question des primes et la démission de l'entraîneur Otto Pfister, puis sa réintégration, le Togo a défrayé la chronique. Mardi, l'équipe a perdu contre la Corée du Sud 1:2, après avoir mené 1:0. En plus des problèmes mentionnés, à partir de la 53e minute, les Togolais ont joué à dix, suite à un carton rouge. Les réactions des supporters varient: les uns réclament la démission de Rock Gnassingbé, d'autres reprochent aux joueurs leur manque de professionnalisme. Une bonne partie des fans trouvent néanmoins que leur équipe a offert un beau spectacle et continuent à l'encourager.

Sena Afeto

En 2002, après avoir participé à une manif, Sena Afeto se retrouve en prison. Libéré, il s'enfuit vers le Luxembourg, où il attend depuis la reconnaissance de son statut de réfugié politique. A 31 ans, déjà diplômé en sociologie et en littérature, il s'est inscrit à la faculté de droit de l'Université du Luxembourg, faute d'avoir le droit de travailler. Son bagage intellectuel et les difficultés rencontrées au Luxembourg n'ont atténué ni son enthousiasme pour le foot ni son engagement politique.